K0169855

Identification de la cassette : AV/924 du 19/4/94

Date de traduction : 20 septembre 1996

Nom du traducteur : Olive Mujawingoma

Retranscription : Maka

FACE A

Orateur : Théodore SINDIKUBWABO, Président de la République

Le discours du Président de la République adressé à la nation.

Orateur : Aimable SIBOMANA, Radio Rwanda

...parlant de la situation au front, les informations fournies par les Forces Armées Rwandaises nous disent que pendant la journée d'hier, lundi, il n'y a pas eu de sérieux combats. Dans la zone d'opération de Rulindo, les Forces Armées Rwandaises ont encore une fois vu les mercenaires blancs qui aident le FPR Inkotanyi ; mais là non plus il n'y a pas eu de sérieux combats.

Dans la zone de Ruhengeri, le Ministère de la défense nationale nous dit que les militaires qui sont au front, nos militaires bien entendu, ont vu un hélicoptère qui est utilisé par les militaires ougandais, un avion du type (inaudible).

Dans la région de Gasanze, direction de Nyacyonga, il y a eu un groupe des Inkotanyi qui s'y est introduit et qui y a tué 12 personnes innocentes.

Dans la zone de Byumba, il n'y a pas eu non plus de sérieux combats qui s'y seraient déroulés. Même situation dans la zone de Kayonza. A Kigali, le calme revient petit à petit de façon à permettre les gens de sortir pour faire des achats ou pour rendre visite à des frères et amis.

Continuons à implorer le Bon Dieu, mettons-nous dans ses bras, afin qu'il nous aide à sortir de ces moments difficiles. La guerre et les massacres ne profitent à personne. Seul Dieu est Grand.

Le Gouvernement tanzanien souhaite qu'il y ait une réunion des chefs de l'armée de notre pays et ceux du FPR, à Arusha, à la fin de cette semaine. Elle aura pour but de chercher comment les combats peuvent cesser au Rwanda pour que la paix revienne. Ce souhait du gouvernement tanzanien a été exprimé par le Ministère des affaires étrangères de ce pays. Ce ministère n'explique, cependant pas, comment les deux parties en conflit ont reçu ce souhait. Comme cela a toujours été dit par les dirigeants tanzaniens, cette réunion d'Arusha regrouperait les délégués de nos FAR et ceux du FPR Inkotanyi à la fin de cette semaine, si jamais elle a lieu. Les délégués du gouvernement belge, ceux des Etats Unis d'Amérique, ceux du gouvernement français, ceux de l'Ouganda, ceux du Zaïre et ceux de la Zambie prendraient part à cette réunion.

Nous vous rappelerons que la Tanzanie est le médiateur dans les négociations qui se déroulent entre le Gouvernement rwandais et le FPR Inkotanyi. Grâce à ces négociations, les deux parties ont signé les accords de paix d'Arusha le 4/8/1993. Vous vous rappelez que ces négociations prévoient la mise en place des institutions de transition à base élargie, c'est-à-dire le parlement de transition et le gouvernement de transition à base élargie. Mais jusqu'à l'heure actuelle cela n'a pas été possible ; ces institutions n'ont pas pu être mises en place. Mais les combats ont repris depuis deux semaines.
Les deux parties en conflit devraient entendre les pleurs et les cris des Rwandais et chacun devrait faire son mieux pour arrêter les combats.

(Indicatif du journal parlé en français)
Orateur : Ephrem RUGILIZA, Radio Rwanda

Bonjour. Près de deux semaines après la disparition tragique du président de la République rwandaise, Son excellence le Général Major Juvénal HABYARIMANA, nous vivons toujours la guerre qui nous a été de nouveau imposée par le FPR. Comment se présente aujourd'hui la situation sur le front ? Abdallah NZABONIMPA, vous avez été ce matin au briefing au point de presse tenu quotidiennement par la Cellule d'information du Ministère de la défense, comment se présente la situation ?

Orateur : Abdalah NZABONIMPA, Radio Rwanda

(Inaudible à cause des voix superposées)

En effet, aujourd'hui, le Service de l'information du Ministère de la défense nationale nous a dit que la situation n'a connu aucun changement par rapport à celle d'hier, c'est-à-dire, sur tous les fronts, sauf quelques (inaudible), quelques accrochages entre les militaires de deux parties et surtout on parle d'accrochages, de quelques accrochages sur le front de Rulindo où les FAR ont pu observer encore une fois les mercenaires blancs du côté du FPR.

Journaliste : Ephrem RUGILILIZA

Et nous signalons à l'intention de nos auditeurs, Abdallah NZABONIMPA, que ce n'est pas la première fois que des figures blanches sont observées par nos forces armées sur le front aux côtés du Front Patriotique Rwandais. Et pour la suite ?

Journaliste : Abdallah NZABONIMPA

Parfaitement, euh... à Ruhengeri, une fois encore, la Cellule d'information du Ministère de la défense, aujourd'hui encore une fois nous a signalé que les militaires au front, à Ruhengeri, ont pu observer encore une fois un hélicoptère de marque (inaudible) utilisé normalement par l'armée ougandaise, la NRA, derrière les rangs du FPR. Ces avions sont considérés par les Forces Armées Rwandaises comme amenant ou portant des aides ou servant à évacuer les blessés du côté du FPR. La mission de ces avions de l'armée ougandaise qui sont observés derrière les rangs du FPR n'est pas claire.

Intervention du journaliste Ephrem RUGILILIZA, RTLM

Donc l'Ouganda est de plus en plus impliqué dans ce conflit. Comment se présente la situation à Byumba et à Kigali ?

Orateur : Abdallah NZABONIMPA, Radio Rwanda

A Byumba et à Kigali, la Cellule d'information nous a dit que rien, rien, absolument rien, euh... pour la journée d'hier, euh... mais la Cellule d'information se demande elle aussi ce qui se passe finalement mais elle nous a dit catégoriquement, elle a été catégorique, la cellule, sur la situation à Byumba et à Kigali que rien, rien ne s'est passé hier.

Orateur : Ephrem RUGILILIZA, Radio Rwanda

Donc, merci Abdallah NZABONIMPA. Pour tout dire en une seule phrase, les FAR restent maîtres de la situation sur tous les fronts.

Le journaliste : Jules Maurice KAGINA, Radio Rwanda

Les dirigeants de notre pays continuent à adresser les messages à la population rwandaise, l'appelant à arrêter les troubles et à avoir de la tolérance, un message pour consoler ceux qui ont été déplacés suite aux troubles. C'est dans ce cadre que le Président de la République, Son Excellence, le Dr Théodore SINDIKUBWABO a visité hier les préfectures de Gikongoro et Butare. Les informations provenant du Ministère de la défense nous disent que dans les zones où il y a eu des combats, il n'y a pratiquement pas eu de sérieux combats.

Le gouvernement tanzanien souhaite qu'il y ait des négociations en fin de cette semaine entre les délégués des FAR et ceux du FPR pour étudier comment les combats pourraient cesser au Rwanda.

Le gouvernement tanzanien souhaite qu'il y ait une réunion entre les délégués de nos FAR et du FPR Inkotanyi à la fin de cette semaine, àArusha, pour étudier les modalités d'arrêter les combats et de ramener la paix dans notre pays.

Ce souhait du gouvernement tanzanien a été exprimé par le Ministère des affaires étrangères de ce pays. Ce ministère n'explique, cependant pas, comment les parties en conflit ont accueilli ce souhait.

Toujours selon les dirigeants tanzaniens, si jamais cete réunion avait lieu, ces travaux seraient suivis par les délégués du gouvernement belge, ceux des Etats Unis d'Amérique, ceux de la France, ceux de l'Ouganda, ceux du Zaïre et ceux de la Zambie.

Nous vous rappelons que la Tanzanie a joué le rôle du médiateur dans les négociations entre le Gouvernement rwandais et le FPR Inkotanyi. Ce sont ces négociations qui ont amené les deux parties à signer les accords de paix à Arusha, le 4/8/1993. Ces négociations prévoient la mise en place des institutions de transition à base élargie, c'est-à-dire le Parlement de transition et le gouvernement de transition à base élargie. Cependant, cela n'a toujours pas été possible mais, par contre, nous venons de passer deux semaines après que les combats aient repris. Les deux parties en conflit devraient entendre les cris et les pleurs de la population rwandaise et chacun devrait faire son mieux pour arrêter les combats.

Dans le cadre de la recherche de la paix pour le Rwanda, le rapporteur spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Dr Jacques Roger Booh Booh a déclaré hier que les... l'ONU n'abandonnera jamais le Rwanda dans la recherche des solutions à ses problèmes. L'OXFAM qui a son siège à Oxford, en Angleterre....

Orateur : Jean Baptiste BAMWANGA, Radio Rwanda
.... ont suivi cette cérémonie. Nous allons suivre les détails sur cette guerre qui ont été donnés par Jean KAMBANDA quand il fournissait des explications aux bourgmestres des communes de la préfecture de Butare.

Orateur : Jean KAMBANDA, Premier Ministre
Son Excellence, Monsieur le Président de la République, Excellences Ministres, Monsieur le Préfet, Bourgmestres et vous les ressortissants de Butare qui êtes dans cette réunion, j'aimerais d'abord vous saluer. (Applaudissements par la foule).

Comme la Radio Rwanda vous le dit pendant ces jours, nous sommes dans des moments difficiles de la guerre. C'est pour cette raison qu'aujourd'hui, le Gouvernement et le Premier ministre se

sont décidés de venir ici à Butare pour vous présenter le nouveau préfet mais aussi pour vous consoler. Qu'ils vous tranquillisent et vous expliquent la nature de cette guerre que nous sommes en train de vivre. Mais avant de continuer, j'aimerais d'abord vous présenter quelques ministres du gouvernement mis en place le 9 de ce mois qui sont présents. Ils ne sont pas tous ici, certains sont en mission ; parce que comme je vous l'ai dit au début, nous traversons des moments difficiles. Beaucoup de ministres sont en mission à l'étranger où à l'intérieur du pays, ils sont occupés à voir comment ramener la paix et la sécurité dans ce pays. Je veux alors commencer par le côté droit pour vous présenter le Ministre de la justice, madame Agnès NTAMABYARIRO (Applaudissements). Elle est suivie par leMinistre de l'enseignement primaire et secondaire (Applaudissements). Suit le Ministre de l'information. Sur le côté gauche, je vois le Ministre de la fonction publique et le Ministre du commerce et de l'artisanat qui est suivi par le Ministre de la famille et de la promotion féminine. Ensuite, il y a le Ministre du transport et de la communication et en fin il y a le Ministre de l'élevage et de l'agriculture.

Comme vous le voyez, tous les membres du gouvernement ne sont pas ici. Il y a ceux qui ont pu être disponibles pour venir se joindre à nous dans cette cérémonie de la présentation du nouveau préfet et vous expliquer l'historique de cette guerre. Comme vous avez pu l'entendre, les troubles ont commencé le 7 de ce mois et ils suivaient la mort de celui qui était le Président de la République rwandaise, Son Excellence, le Général Major Juvénal HABYARIMANA. Je profite de cette occasion pour vous demander de vous lever et de consacrer une minute à la mémoire de ce héros qui s'est sacrifié pour notre pays.

Merci. Le Président de la République a été tué par les malfaiteurs qui ne sont pas encore connus. Il venait d'une réunion qui s'était tenue à Dar-es-Salam. Dans son avion, il y avait Son Excellence, le Président de la République du Burundi et ils étaient avec des délégations qu'ils dirigeaient. Il n'y a pas eu un seul survivant parmi les gens qui étaient avec eux dans cet avion. Lorsque cette nouvelle était parvenue à la population rwandaise, dans la matinée du 7, beaucoup d'entre eux sont descendus dans les rues et ont commencé les troubles pour manifester leur chagrin. Ces troubles ont emporté la vie des gens et ont détruit les biens. Parmi ces gens, il y avait son Excellence, Madame Agathe UWILINGIYIMANA.

Les Inkotanyi, comme vous vous en souvenez, dans le cadre des accords d'Arusha avaient obtenu le palais du CND comme logement. Les Inkotanyi sont sortis de là et ont lancé une attaque aux FAR, aux GP se trouvant dans le camp de Kimihurura, alors la guerre venait de commencer dans la ville de Kigali et les troubles se déroulaient sans cesse. A cette date du 7, dans la matinée, les FAR ont mis sur pied une commission qu'ils ont appelé " Comité de crise " dont l'objectif était de chercher comment ramener la sécurité et de remettre les institutions en place parce que, comme je l'ai dit, le Président de la République venait de mourir dans cet accident d'avion. Madame Agathe UWILINGIYIMANA était, elle aussi, tuée dans les troubles.

Il était alors nécessaire que certaines gens prennent le pouvoir pour essayer de ramener le calme dans le pays. Le comité de crise a été formé le 7 et le 8, il a convoqué tous les leaders des partis politiques pour essayer de voir ensemble comment ils pouvaient mettre en place les institutions. Beaucoup de gens se posaient ... se posaient une question, ils se demandaient pourquoi ils n'avaient pas directement mis en application les accords d'Arusha. Et comme le Premier Ministre, Monsieur Faustin TWAGIRAMUNGU, nommé suivant les accords d'Arusha était toujours en vie, ils devaient mettre en place le gouvernement de transition à base élargie au FPR. Je veux dire à tous les bourgmestres ici présents que ceux qui disent cela n'ont pas fait attention ou n'ont pas bien lu les accords d'Arusha.

Dans les accords d'Arusha, on n'avait pas prévu que le Président de la République serait mort avant la mise en application de ces accords. Ce qu'ils ont seulement prévu, c'est le remplacement du Président de la République aussitôt que les accords d'Arusha entreraient en vigueur. C'est donc dire qu'ils ne pouvaient pas se servir du prétexte des accords d'Arusha parce que le motif était une surprise, on ne l'avait pas prévu.

Une autre raison est celle-ci : si nous tenons compte de ce que les leaders du MRND nous ont dit, ils nous ont expliqué que dans leur parti, selon les règlements de leur parti, pour chercher un candidat à la présidence, ils doivent convoquer le congrès du parti. Les troubles faisaient déjà rage dans la ville de Kigali et les combats entre le FPR Inkotanyi et les FAR avaient repris. Il était donc

difficile de convoquer un congrès de ce parti pour donner un candidat. Nous ne devons pas oublier toutefois que cela n'était même pas prévu.

La troisième raison qui a fait que l'on ne suive pas les accords d'Arusha est qu'il était urgent de mettre en place les institutions pour calmer la population parce que les troubles faisaient rage ; les combats faisaient rage et beaucoup de gens mouraient. Et alors le Comité de crise et les chefs militaires ont convoqué les leaders des partis politique qui étaient déjà dans le gouvernement de Mme Agathe UWILINGIYIMANA et leur ont demandé de mettre en place un nouveau gouvernement le plus vite possible. C'est dans ce cadre qu'ils ont d'abord cherché celui qui exercerait les fonctions du Président de la République en appliquant la loi constitutionnelle de 1991 dans ces articles qui disent qu' en cas d'empêchement, le Président de la République est remplacé par le président du CND. C'est cela qui est écrit dans la Constitution actuelle et cela ne se trouve pas dans les accords d'Arusha. C'est cet article que l'on a appliqué et c'est ainsi que le Président du CND, Monsieur Théodore SINDIKUBWABO, fut nommé Président de la République. Et j'aimerais que nous le félicitions. (Applaudissements).

Après l'intronisation du Président de la République, celui-ci, se basant sur la constitution a, à son tour, demandé au parti qui avait donné le candidat au poste de premier ministre, de lui donner un autre candidat. C'est le parti MDR. Le MDR m'a présenté comme candidat, moi KAMBANDA. Le Président de la République ainsi que les partis politiques m'ont accepté. Le Président de la République m'a alors demandé de former le plus vite possible le gouvernement. Dans l'entente avec les partis, nous avons formé le gouvernement composé des ministres que je viens de vous présenter. Ce gouvernement a été formé dans des moments difficiles parce qu' au fur et à mesure que nous prêtions serment, les coups de fusils se faisaient entendre dans la ville de Kigali. C'était le 9, vous entendez que la réunion des partis politiques a eu lieu le 8 et nous y sommes restés même pendant la nuit, parce que nous ne sommes pas rentrés et le matin nous avons convoqué le bureau du CND pour prêter serment devant lui et devant le Président de la République.

Ces cérémonies ont eu lieu dans l'Hôtel des Diplomates à Kigali, c'était le 9 et nous avons directement commencé le travail. Les leaders des partis politiques ont assigné trois objectifs à ce gouvernement.

Le premier est de ramener la sécurité dans tout le pays, l'arrêt des massacres que ce soit dans la capitale Kigali ou partout dans les préfectures.
Le deuxième objectif est de faire tout le possible pour mettre en application les accords d'Arusha, suivant le souhait émis par l'ONU qui demandait que dans un délai ne dépassant pas 6 semaines, ces accords seraient mis en application.
Le troisième objectif, tenant compte de la famine qui ravage tout le pays, presque dans toutes les préfectures du Rwanda, suite aussi au nombre des déplacés de guerre qui ont fui les combats dans la préfecture de Byumba, Ruhengeri ou Kigali-ville, ces gens là souffrent sérieusement de la famine.
Le troisième objectif a donc été que le gouvernement fasse son mieux pour chercher la nourriture à la population, pour lui chercher une aide alimentaire dans ces moments malheureux.

Le gouvernement a été formé le 9, il a tenu une réunion pour prendre quelques mesures urgentes visant le retour de la sécurité. L'une de ces mesures était de demander aux Forces Armées Rwandaises de faire tout ce qui est possible pour arrêter les actes de ceux qui troublent la sécurité, que ce soit les militaires indisciplinés ou les simples paysans. Ce que l'on peut vous dire maintenant est que l'on peut se féliciter du fait que la sécurité revient de plus en plus dans la préfecture de Kigali. Cependant, ce qui est malheureux est que le FPR Inkotanyi continue de faire des combats dans cette même ville. Dans un instant je vais vous parler de l'évolution des combats et vous dire comment les FAR évoluent aux fronts.

La sécurité revient de plus en plus, mais nous affirmons qu'elle ne peut pas complètement revenir aussi longtemps que le FPR continuera à combattre. Nous avons essayé de lui faire comprendre qu'il faut qu'il arrête les combats, parce qu'il est clair que le problème rwandais ne peut, en aucun cas, être résolu par la guerre. Une autre chose est que le FPR ne devrait pas se dire qu'il est en mesure de prendre le pouvoir par force comme le pensent certaines gens. Le FPR ne peut pas

prendre le pouvoir au Rwanda par force sans qu'il y ait des négociations avec les Rwandais, le gouvernement et les FAR. C'est pour cette raison que l'un des objectifs de ce gouvernement est de faire tout le possible pour qu'il y ait des négociations, pour que la guerre cesse, pour que finalement nous mettions en place les institutions de transition à base élargie au FPR. Alors il ne lui sera pas possible de garder le pouvoir à lui seul et de le monopoliser car nous tenons beaucoup à ne pas lâcher ce pouvoir ; nous le voulons aussi.

Ce que nous avons essayé de dire au FPR est de déposer les armes, venir dans les négociations, partager le pouvoir, ne pas chercher à prendre le pouvoir lui seul. Dans ces négociations, je peux vous dire que par l'intermédiaire de la MINUAR, l'armée de l'ONU qui se trouve au Rwanda, les FAR ont rencontré les militaires du FPR à maintes reprises. Et nous trouvons que le FPR nous sabote et nous embarrasse, notamment en disant que le gouvernement formé est un gouvernement des tueurs, que c'est un gouvernement de tueurs qui doit être dissous. Nous, nous pensons que l'on dirait convenablement qu'il s'agit d'un gouvernement de sauveurs. Pourquoi ? Parce que ce gouvernement a été formé le 9, à peu près 3 jours après le début des massacres, le 7, le 8 et le 9.

Aussitôt le gouvernement formé, la priorité a été celle de diminuer les massacres et en fait les massacres ont diminué. Si alors le FPR est logique, il devrait comprendre que le gouvernement qui a été formé est un gouvernement de sauveurs, parce que ces gens sont venus sauver la population et la population est fière de lui ; si nous considérons la façon dont elle nous... elle nous manifeste son soutien.

Les FAR continuent les négociations avec le FPR pour voir ensemble comment arrêter les combats afin que la population innocente cesse de mourir injustement. Nous avons envoyé un message aux partis politiques. Considérant ce qui se passait dans la ville de Kigali surtout, les troubles et les massacres, nous nous sommes dit qu'ils auraient un rôle à jouer pour arrêter ces massacres. C'est pour cette raison que nous leur avons demandé de faire ce qu'ils peuvent pour nous aider à arrêter les massacres, qu'ils nous aident à inviter leurs militants à cesser de tuer les gens, à arrêter de piller, à arrêter toutes sortes de méchanceté. Là, je vous dirais que les leaders politiques l'ont vite fait, parce qu'ils se sont réunis, je pense que c'était le 11, et ont pris des

mesures visant à ramener la sécurité. Ils ont pris les mesures de recommander à leurs adhérents à garder leur sécurité sans s'en prendre à leurs voisins, sans s'en prendre à leurs frères. Ils ont évité les divisions ethniques, régionales ainsi que celles basées sur la jalousie ou autre chose.

L'autre message a été donné aux étrangers qui se trouvaient dans notre pays, vous l'avez suivi, vous l'avez entendu, après la reprise des combats, beaucoup de ces étrangers sont vite retournés chex eux. Et cela a causé un mouvement que je peux appeler "désordre". Certains pays ont amené les armes lourdes et les militaires en disant qu'ils venaient au secours de leurs compatriotes qui risquaient d'être tués au Rwanda.

Ici, nous avons dit à ces étrangers que comme ils nous avaient aidé dans des moments de paix, ils devraient aussi nous aider dans ces moments malheureux que nous traversons. Nous leur avons dit : " Si vous avez accepté de vivre dans ce pays dans les moments de paix, nous avons maintenant plus besoin de vous que dans les jours où nous avions la paix. Aidez-nous, donnez-nous des conseils et montrez-nous tout ce que nous pouvons faire afin que la paix revienne dans ce pays. " Nous leur disions que ce n'était pas le moment de s'enfuir, de s'en aller mais que c'était plutôt le moment de nous aider à ramener la paix. " Mais nous précisions que pour celui qui voulait partir, le gouvernement rwandais collaborerait avec son pays d'origine et lui faciliterait le départ, sans aucun autre problème.

Il y a eu des informations répandues à l'extérieur selon lesquelles le gouvernement rwandais ne facilite pas le processus de rapatriement de ressortissants de certains pays. Il s'agissait d'une exagération et de mensonge parce que le gouvernement, en collaboration avec les FAR avaient accepté de faciliter le rapatriement de tous les ressortissants étrangers qui voulaient rentrer bien qu'il disait " ce n'est pas le moment de vous demander de rentrer, c'est plutôt le moment où vous devriez nous aider. "

Nous avons envoyé un autre message chez les autorités préfectorales et dans ce message nous demandions que les bourgmestres reçoivent le même message ainsi que les conseillers et les responsables des cellules. Nous avons tenu une réunion lundi le 11 avec tous les préfets du

Rwanda. Nous avons été désolés que certains préfets ne soient pas venus dans cette réunion, notamment votre préfet et on ne vous a pas dit pourquoi il s'est absenté. Dans tous les cas, nous avons donné le message. Le but de ce message était de demander à la population de ne pas s'entre-tuer, de ne pas semer les troubles sur base, comme je l'ai dit en haut, ethnique, régionale ou autres choses qui habituellement sèment la discorde parmi la population rwandaise. Nous demandons que ce message soit donné aux bourgmestres, aux conseillers et aux responsables des cellules.

Le problème des responsables des cellules qui a toujours causé des agitations dans des gouvernements qui ont précédé celui-ci, les uns disaient qu'ils appartenaient aux parti MRND et que, par conséquent, ils ne devaient pas avoir le bonus qui leur avait été promis. Nous, nous avons trouvé que les chefs de cellules se trouvent dans tous les partis parce qu'ils travaillent pour toute la population, vous êtes des bourgmestres et je pense que vous en savez plus. Les chefs de cellules constituent la première institution à laquelle la population fait recours. De ce fait, leur refuser un bonus que leur accorde la loi est se méfier de leur tâche qu'ils doivent accomplir. C'est pour cette raison que le gouvernement a pris la décision, bien qu'il est en court de moyens ces jours-ci, de noter quelque part que le bonus devra être remboursé à ces responsables de cellules. Ainsi, les responsables de cellules s'adonneraient à leur tâche étant convaincus qu'ils sont soutenus par le gouvernement. Voilà la mesure prise par le gouvernement après avoir constaté que les responsables de cellules jouent un rôle important dans l'action de ramener le calme et la sécurité dans le pays.

Ce message que nous avons donc donné aux préfets, c'est comme celui-ci que je suis en train de vous donner, nous avons donc commencé à rencontrer les bourgmestres, nous avons commencé par ceux de Gitarama, aujourd'hui, nous sommes à Butare et le programme s'étendra sur d'autres préfectures. Nous continuerons à demander aux bourgmestres de faire tout leur possible pour :

1. Assurer la sécurité de la population.
2. Sauvegarder la souveraineté du pays. C'est-à-dire qu'ils doivent empêcher la population de s'entre-tuer mais ils doivent se rappeler que notre adversaire est le FPR, que la souveraineté du pays est liée à la souveraineté de chaque commune. Ils doivent rappeler qu'aucune commune ne doit servir de brèche à l'ennemi, de brèche au FPR. Nous espérons que la population va nous aider parce qu'elle en a la capacité et elle en a la volonté. Elle ne peut pas admettre de retourner à la période de servitude de 1959.

Un autre message a été donné au moment de la prestation du serment par le gouvernement. Il a été donné aux ministres et aux agents de sécurité ainsi qu'aux personnes chargées d'assistance. Pour les ministres chargés de la sécurité, je parle notamment du Ministère de la défense nationale, le ministère a été demandé de faire tout son possible pour sauvegarder la souveraineté de notre pays. C'est-à-dire combattre le FPR afin qu'il ne puisse pas capturer le pays comme si ce pays n'avait pas d'habitants. Cependant, ce ministère est aussi demandé de faire son possible, surtout avec sa gendarmerie, pour ramener le calme parmi la population, en commençant par la ville de Kigali. Comme je l'ai dit en-haut, cela se fait parce que le calme revient de plus en plus parmi la population et cette dernière garde sa sécurité. La population se regroupe dans chaque secteur et dans chaque quartier ; on ne peut pas faire 500 mètres dans la ville de Kigali sans arriver à une barrière montée par la population qui assure sa sécurité, qui garde l'intégrité territoriale, qui garde ses biens à Kigali, les biens qu'elle a acquis après un travail pénible et persévérant. Celui qui prétend pouvoir capturer Kigali devrait d'abord capturer cette population et nous doutons s'il réussira à le faire.

Nous demandons au Ministère de la justice de tout faire pour que les enquêtes commencent, pour qu'elles soient faites. Ainsi, ceux qui ont commis des actes criminels, ceux qui ont été impliqués dans l'assassinat de notre Président, celui du Burundi, d'autres dignitaires qui étaient avec eux et ceux qui ont causé des troubles seront traduits en justice ; dans ce cas-là nous aurons évité la vengeance.

FIN DE LA FACE

Orateur : Non identifié

(Inaudible)...reprend le pouvoir et le pouvoir vous savez, euh... dans la... (inaudible) à cause de la superpostion de 2 voix).

Orateur : Jean KAMBANDA, Premier Ministre

...ont continué de faire preuve de leur discipline et c'est pour cette raison que dans le message que nous leur avons adressé, nous les félicitons de leur bravoure que ce soit dans la lutte pour la souveraineté du pays ou dans la façon dont ils assurent la sécurité de la population. Nous leur demandions seulement de faire tout leur possible pour que la sécurité revienne et pour sauvegarder l'intégrité du pays. Nous pouvons alors dire qu'ils ont achevé leur mission ou qu'ils vont bientôt l'achever parce que lorsque tu regardes comment les combats se déroulent ces jours-ci, tu trouves qu'il n'y a aucun doute que les FAR vont gagner la bataille. Lorsque nous le disons, ils pensent que nous exagérons mais celui qui suit le déroulement de cette guerre, qui suit la guerre des médias, trouve qu'il y a des journalistes étrangers qui nous salissaient mais qui commencent à changer d'avis parce qu'ils voient la vérité, ils voient où se trouve la vérité et la vérité ne peut pas être vaincue par le mensonge.

A Ruhengeri, nos militaires sont dans leurs positions et il leur reste une commune à libérer, celle de Butaro. Nous affirmons que d'ici peu, cette commune sera aussi libérée. Ils disent qu'ils entendent des coups de fusils même dans des communes de Cyeru et de Nkumba. C'est vrai mais il s'agit de ces Inkotanyi qui sont restés derrière mais il n'y a pas de véritable attaque ni dans la commune de Nkumba, ni dans la commune de Cyeru.

Dans la région de Byumba, Byumba ville, nos militaires ne sont pas encore entrés en combat, ils assurent toujours la sécurité de la population se trouvant dans cette ville. Ils assurent alors la sécurité en attendant qu'ils reçoivent des instructions de faire leur travail.

Dans la région de Mutara, les Inkotanyi avaient réussi à descendre dans certaines communes, mais les informations qui nous parviennent disent que les FAR venaient de se mettre en position et allaient les pourchasser.

Dans la région de Kigali, celle qui vous préoccupe le plus, je pense, nous venons de Kigali et on peut dire que ça va, ça va très bien d'ailleurs parce que la région que les Inkotanyi avaient prise, le mont Rebero, et c'est de là qu'ils lançaient des bombes très lourdes aux alentours de la ville, eh bien les FAR ont pendant cette nuit chassé les Inkotanyi de Rebero. Et actuellement, ils se trouvent dans certains secteurs, mais là aussi ils sont dispersés. On dit qu'ils sont dans des secteurs de Remera et dans le secteur de Kacyiru.

A Remera, pour les gens qui connaisent Kigali ou pour donner une idée à ceux qui ne la connaissent pas, les Inkotamyi étaient logés à Kimihurura, dans le complexe du CND. Mais au stade Amahoro il y avait des militaires de la MINUAR, à l'HÔTEL Méridien, à l'HÔPITAL Roi Fayçal il y avait des militaires de l'ONU. Quand les Inkotanyi sont sortis du CND, ils se sont dirigés vers les endroits que je viens de mentionner. Et c'est à partir de là que beaucoup de gens se sont demandés si les militaires de l'ONU n'ont pas un penchant. Et si ce n'est pas ça, comment expliqueraient-ils comment les endroits qu'ils occupent soient les mêmes endroits que le FPR a pris ? Cela a été dit ce n'est pas à cacher. Ça a crié et nous l'avons demandé aux Belges ; nous l'avons d'abord demandé aux gens de la MINUAR, dans une réunion que nous avons tenu le 11 avec l'adjoint du Représentant du Secrétaire général des Nations Unies qui s'appelle KHAN. Il est de la Mauritanie, il était avec le Général DALLAIRE. Nous leur avons donné un message que l'on appelle " note verbale " en diplomatie où nous leur disions que nous 'étions pas contents du comportement des militaires de certains militaires de l'ONU. Nous leur avions dit qu'il n'était pas compréhensible que le chef de l'Etat ait été tué et qu'ils n'aient pas adressé un message au peuple rwandais, alors qu'ils étaient chargés d'assurer la sécurité à l'aéroport où il avait été tué. Ils ont répondu superficiellement à cette question parce qu'ils nous ont vite montré les papiers qu'ils avaient écrits mais qu'ils ne savaient pas la personne à qu' ils devaient les adresser, disaient-ils. Les papiers pour expliquer la situation des choses et pour donner leur avis sur ces choses, disant

qu'ils étaient émus de la mort du Chef de l'Etat. Ils nous les ont montré sur place, parce que nous les avions réclamé. Et nous trouvons que ce comportement n'etait pas non plus appréciable.

Après cette question, nous leur avions encore posé trois autres questions. Nous leur avions demandé : "Les informations que nous possédons disent qu'il y a certains de vos militaires qui ont assisté les FAR, plutôt les militaires du FPR en train de tuer la population". Ils nous ont dit que cela s'était passé mais qu'ils n'avaient pas de force pour aider la population que les Inkotanyi tuaient. Mais, ils nous ont dit qu'ils sont allés enlever les cadavres.

Nous leur avions posé une autre question en disant ceci : " Les informations qui nous arrivent disent que votre voiture portant la plaque UN transportait les militaires que nous ne connaissions pas. Ces militaires ont tiré sur les FAR." Ils l'ont aussi accepté et nous ont dit que cette voiture avait été volée par des gens qu'ils ne connaissaient pas. Nous leur avions aussi dit que les informations qui nous arrivaient nous disaient qu'ils auraient aidé les Inkotanyi à prendre certains endroits de la ville de Kigali, notamment l'endroit appelé SONATUBES. Ils nous ont dit qu'il s'agissait des rumeurs, que c'étaient des gens qui voulaient salir leur nom, qu'on n'avait pas de preuves pour le justifier. Nous leur avions dit cela publiquement et après nous le leur avions donné un écrit qui contenait le même message, ce que l'on appelle " une note verbale".

Après avoir constaté qu'il n'y avait pas d'amélioration au niveau de leur comportement, nous avons écrit une lettre au Gouvernement belge en lui demandant des explications sur le comportement de ses militaires. Nous avions deux problèmes avec les Belges : " On dit qu'il y a des militaires qui sont venus pour rapatrier les Belges se trouvant au Rwanda. Il leur a été difficile d'arriver à Kigali mais finalement le Gouvernement rwandais l'a accepté. "

Nous leur avons demandé de venir uniquement pour cette mission de rapatrier leurs ressortissants mais qu'ils ne devraient pas s'impliquer dans les combats. Nous avons été touchés par le fait qu'ils ont amené les chars de combats et qu'ils les ont installés partout dans la ville de Kigali, ce qui a fait que la sécurité est restée précaire. Nous disons ceci : " Que font ces gens-là ? Pourquoi ont-ils amené ces chars de combats qui n'étaient prévus dans le contrat ? " Et nous leur avions demandé

des explications sur ce problème. Et nous leur avions aussi demandé des explications sur le comportement en général de leurs militaires surtout que les informations nous disaient qu'ils se seraient joints aux rangs du FPR dans la guerre. Je pense que vous avez entendu qu'ils en ont été énervés, les Belges n'en ont pas été contents, ils disaient que nous les haïssons, que nous poussions la population rwandaise à les haïr et nous leur avions dit qu'il ne s'agissait pas de la haine mais que la méfiance devait prendre fin, que nous devions nous respecter réciproquement. S'ils viennent pour une mission, qu'ils s'occupent de cette mission. Si la MINUAR ne doit pas faire des combats, que ce soit ainsi. S'ils viennent pour évacuer les gens malheureux, qu'ils les prennent et s'ils viennent rapatrier leurs gens, qu'ils le fassent ainsi. Mais prendre part aux combats, nous avions trouvé qu'il s'agissait de se mêler des affaires qui ne les concernaient pas. Ou bien encore s'ils veulent s'en mêler, ils n'ont qu'à le dire publiquement.

Dire cela, ils croient que nous exagérons, et nous leur disons qu'il faut que cela soit clair pour les Rwandais, qu'ils comprennent que le gouvernement qu'ils ont instauré ne peut pas tolérer que la souveraineté de leur pays soit embêtée.

Après cela, je... revenir en arrière pour vous parler de l'évolution des combats, comme vous l'avez entendu hier, il y a des gens qu'on avait capturés dans l'Hôpital psychiatrique de Ndera que les FAR ont pu libérer. Il y a aussi un fusil qui bombardait la RTLM et le centre de la ville, on m'a dit qu'on l'a détruit.

Orateur : Jean Baptiste BAMWANGA

Après ces discours, les bourgmestres de Butare ont eu aussi l'occasion de poser des questions en rapport avec ces moments de la guerre que traverse notre pays. Les gens présents dans cette réunion se sont plaint du fait qu'il y aavait des gens qui fuiyaient avec des armes et qui cherchaient refuge dans des églises et que cela troublait également la sécurité. Le nouveau préfet de Butare a promis de s'acquitter de sa tâche convenablement, cependant, il a sollicité une assistance. Le Président de la République a rappelé que chacun doit être gendarme de son prochain. Il a rappelé que le temps pour ceux qui croiyaient tout connaître et les... ceux qui se foutaient de tout, était terminé.

Au nom des habitants de Butare, le bourgmestre de la commune de Ngoma, monsieur Kanyabashi a une fois encore montré au Gouvernement que les habitants de Butare le soutenaient. Ils ont aussi félicité l'ancien préfet de cette préfecture. Les gens qui étaient dans cete cérémonie ont démontré que tous ceux qui aident l'ennemi doivent être combattus partout où ils sont et doivent être considérés comme l'ennemi. Vous suivrez les détails sur cette cérémonie dans nos programmes ultérieurs.

Orateur : Gilbert RWAMATWARA, Radio Rwanda

Les FAR n'ont pas éprouvé de grandes difficultés à chasser l'ennemi de la colline de Rebero à Kigali. Ce sont donc les FAR qui contrôlent actuellement la colline. Sur les autres fronts, les FAR tiennent bien leurs positions. Dans le secteur d'opération de Ruhengeri, les FAR ont aperçu des hélicoptères de type (inaudible) utilisés par l'armée ougandaise. Tandis qu'à Gasanze vers Nyacyonga, quelques Inkotanyi qui s'étaient infiltrés ont tué 12 civils hier.

De son côté, le gouvernement tanzanien souhaite que des représentants militaires de deux forces belligérantes au Rwanda se réunissent en fin de cette semaine en Tanzanie, précisément à Arusha, pour étudier la question du cessez-le-feu et du retour de la paix dans le pays. C'est le Ministère tanzanien des affaires étrangères qui l'a déclaré.

Comme les autorités tanzaniennes le précisent, cette réunion serait également suivie par des représentants de la Belgique, des Etats Unis d'Amérique, de la France, d'Ouganda, du Zaïre et de la Zambie. Rappelons que le Gouvernement tanzanien a joué un rôle du médiateur dans les négociations d'Arusha qui ont abouti à la signature des accords le 4 août dernier. Cet accord prévoyait notamment l'arrêt des hostilités et même la mise en place des institutions de transition, c'est-à-dire le Gouvernement et l'Assemblée nationale de transition. Mais cet accord n'a pas été respecté. Voilà, il y a deux semaines que les hostilités ont été reprises sur tous les fronts et même à Kigali.

Investiture du nouveau préfet de Butare aujourd'hui, il s'agit de monsieur Sylvain NSABIMANA. La cérémonie a été dirigée par le Premier Ministre Jean KAMBANDA. Reportage, Cyprien MUSABIREMA.

Orateur : Cyprien MUSABIREMA, Radio Rwanda

Le Premier Ministre, Monsieur Jean KAMBANDA a été aujourd'hui à Butare où il a dirigé les cérémonies d'investiture du nouveau préfet de cette préfecture, Monsieur Sylvain NSABIMANA et a rencontré les bourgmestres, les sous-préfets et les membres du conseil préfectoral de sécurité. La cérémonie a été rehaussée de la présence du Président de la République, Son Excellence Théodore SINDIKUBWABO. Plusieurs membres du gouvernement étaient également présents à la cérémonie. A cette occasion, le Président de la République s'est adressé aux bourgmestres de Butare et leur a rappelé que nous sommes en guerre et que nous devons nous comporter en conséquence. Les messages leur transmis par le Président de la République et le Premier Ministre ou un autre membre de son équipe gouvernementale ne doivent donc pas être pris comme de vains mots. Les responsables administratifs à tous les échelons doivent pénétrer les messages et les mettre en application. Le Président de la République a assuré au gouvernement que le gouvernement en place ne sera pas un gouvernement qui donne des ordres au bureau, un gouvernement qui dirige par des communiqués radiodiffusés, mais plutôt un gouvernement de contact avec eux et avec la population toute entière.

S'adressant au nouveau préfet de Butare, le Président de la République qui connaît très bien cette région, car étant originaire de cette préfecture, l'a mis en garde contre certains mythes qui existent à Butare et les faux bruits qui y sont entretenus, tout cela engendrant une certaine attitude d'irresponsabilité des gens. Dans son allocution de circonstance, le Premier Ministre, Monsieur Jean KAMBANDA a rappelé à l'assistance que le pays traverse des moments difficiles. C'est pour cette raison, a dit le Premier Ministre, qu'il était venu apporter à la population de Butare un message de soutien et de paix. Le Premier Ministre leur a donné les explications sur des événements qui ont suivi l'assassinat du Président HABYARIMANA, notamment la mise sur pied du Comité de crise, la mise en place du gouvernement et ses objectifs, les mesures d'urgence prises par ce gouvernement et les différents messages envoyés notamment aux ministères, aux

responsables des partis politiques, aux expatriés, aux préfets des préfectures ainsi qu'aux ministres chargés de la sécurité et des affaires sociales.

Le Premier Ministre a précisé que son gouvernement est un gouvernement sauveur qui a tiré le pays du chaos dans lequel les ennemis voulaient le plonger. Parlant de la situation sur le front, il a notamment souligné que tous les points stratégiques de la ville de Kigali, y compris le site de l'hôtel REBERO L'HORIZON, sont contrôlés par les FAR. Le Premier Ministre a loué la détermination de la population à gagner la guerre et lui a demandé de continuer à soutenir le gouvernement et les FAR.

Les échanges des points de vue entre le Premier Ministre et les bourgmestres ont porté sur la sensibilisation de la population pour le maintien de la sécurité et la sauvegarde de la souveraineté du pays, les moyens logistiques des communes pour faciliter cette tâche, la normalisation progressive de la vie quotidienne tout en contrôlant les infiltrations des éléments du FPR qui veut toujours inciter la population à des affrontements inter-ethniques, qui lui serviraient de brèche afin de s'emparer du pouvoir.

Enfin, revenant à la présentation du nouveau préfet de Butare, Monsieur Sylvain NSABIMANA, signalons qu'il a 41 ans, il est originaire de la commune de Mbazi, Ingénieur agronome, il fut professeur à l'Université nationale du Rwanda, puis Chercheur à l'Isar, puis le chef de l'Unité opérationnelle de la sous-préfecture de Busoro avant d'être nommé directeur du Projet pilote café, poste qu'il occupait actuellement. Il est marié et père de 4 enfants.

Orateur : Gilbert RWAMATWARA, journaliste de Radio Rwanda

Actualités hors de nos frontières : Les affrontements entre les Forces armées burundaises et des civils armés se sont déroulés aujourd'hui dans plusieurs quartiers périphériques de Bujumbura. Pourtant, le pays était demeuré calme après la mort du Président burundais Cyprien NTARYAMIRA, le 6 courant à Kigali. Le gouvernement burundais réuni hier par le Premier Ministre , Monsieur Anatole KANYENKIKO a pris des mesures pour amener la population armée à déposer les armes comme l'indique un communiqué. Le même gouvernement a lancé un appel

aux membres de la mission d'observation de l'Organisation de l'Unité Africaine, présents à Bujumbura afin qu'ils se rendent dans ces quartiers pour y travailler avec les responsables civils et militaires burundais en vue de créer la confiance entre les différentes composantes etniques.

Orateur : Jules Maurice KAGINA, journaliste de Radio Rwanda
Les dirigeants de notre pays continuent à s'entretenir avec la population tout en échangeant les idées sur les mesures à prendre pour que la paix revienne partout. C'est dans ce cadre que le président de la République et les membres du gouvernement rwandais ont visité la préfecture de Butare et ont présenté le nouveau préfet de Butare, Monsieur Sylvain NSABIMANA.

Les pharmacies de la ville de Kigali vont commencer à vendre les médicaments chaque jour à partir de dix heures jusqu'à 15 heures, comme on l'a affirmé dans la réunion que le Préfet de la préfecture de Kigali-ville, le Colonel Tharcisse RENZAHO a tenu avec les propriétaires des pharmacies.

(Inaudible) hier le Préfet de la PVK, le Colonel Tharcisse RENZAHO a dirigé une réunion avec les pharmaciens dans la ville de Kigali et ont examiné ensemble comment les habitants de Kigali continueraient à avoir des médicaments. Bien que tous les pharmaciens n'étaient pas présents dans cette réunion, ils se sont convenus que les médicaments seraient vendus à partir de 10 heures jusqu'à 15 heures et que les agents de séçurité devraient être présents. Le Préfet RENZAHO a demandé aux pharmaciens à ne pas se décourager et à continuer d'importer tous les médicaments nécessaires comme d'habitude.

Parlant de la situation de la guerre dans laquelle notre pays se trouve, le Préfet RENZAHO a une fois encore demandé aux habitants de la ville de Kigali de continuer à garder jalousement leur sécurité en contrôlant les barrières et en faisant les patrouilles nocturnes de façon que l'ennemi ne trouve pas de brèche. Le Préfet RENZAHO a profité de cette occasion pour demander aux gens qui ont quitté leurs ménages d'y retourner pour collaborer avec les autres à la chasse de l'ennemi pour que leurs maisons ne servent pas de refuge ou de cachette à l'ennemi. Le Préfet RENZAHO a demandé aux habitants de la ville de Kigali de ne pas avoir peur des bruits des coups de feu des

armes lourdes et leur a conseillé de creuser les trous dans lesquels ils se réfugieraient au cas où ces armes explosaient au lieu de courir parce qu' ils se heurteraient à leurs éclats.

Concernant les aliments dans la ville de Kigali, le Préfet RENZAHO a calmé les habitants de cette ville en leur disant que les vivres commençaient à abonder sur les marchés, les pommes de terre commencaient à venir lentement, les haricots étaient déjà là et d'autres vivres allaient venir par la suite. Parlant de la situation sur le front, le Préfet de la préfecture de la ville de Kigali a déclaré que les FAR continuent à chasser l'ennemi et a demandé à la population de continuer à les soutenir en évitant n'importe quelle brèche que l'ennemi utiliserait pour attaquer le pays.

Les réunions entre les banquiers et les chefs des stations d'Electrogaz avec le préfet de la préfecture de la ville de Kigali n'ont pas eu lieu. Nous tenons ces informations de Pierre NSHIMYUMUREMYI, correspondant de l'ORINFOR dans la préfecture de la ville de Kigali.

Vous êtes toujours à l'écoute de Radio Rwanda, il est 6 heures et 11 minutes dans nos studios, nous continuons à vous faire part de l'actualité internationale.

Orateur : Hyacinthe BICAMUMPAKA, Radio Rwanda

...Radio Rwanda, soyeux courageux, assurez la sécurité dans vos quartiers. Ce que nous vous demanderions encore c'est d'être vigilants afin que personne ne s'infiltre surtout dans des barrières. Nous disons ceci à cause de multiples raisons qui montrent que l'ennemi continue à se déguiser pour quitter le pays ou se réfugier dans d'autres régions du pays. Contrôlez suffisamment chaque personne qui passe, demandez gentiment les papiers d'identification, mais ne craignez pas ceux qui portent des cravates et des costumes. Par exemple, aujourd'hui dans la ville de Gitarama, on a attrapé 5 Inkotanyi, ils se sont déguisés en tenue de police mais quand on a continué a leur demandé d'où ils venaient et où ils allaient, ils ont dit : " Nous, nous sommes des escortes ". Encore une fois, ce mardi, quelques Inkotanyi ont été interceptés à Ngorero, dans la préfecture de Gisenyi. Souvent, ce qui désigne ces Inkotanyi qui errent ça et lá est le port des habits superposés. C'est pour cette raison que vous devez contrôler tous les gens que vous ne connaissez pas qui

passent à côté de vous. Il y a beaucoup de ruse qu'ils utilisent pour se déguiser, mais soyez vigilants, tenez toujours à la souveraineté de votre pays.

Orateur : Gilbert RWAMATWARA, Radio Rwanda

Le nouveau préfet de Butare, Monsieur Sylvain NSABIMANA a été officiellement investi hier. Les cérémonies d'investiture ont été dirigées par le Premier Ministre lui-même, Monsieur Jean KAMBANDA et Cyprien MUSABIREMA nous en a fait le reportage hier. Nous vous proposons de le réécouter.

Orateur : Cyprien MUSABIREMA, Radio Rwanda

La nuit a été calme et puis la vie reprend de plus en plus son cours normal dans presque tous les quartiers de la ville. Dans le cadre d'encourager la vente des médicaments à la population de la ville de Kigali dans ces moments difficiles que traverse notre pays, le Préfet de la ville de Kigali, le Colonel Tharcisse RENZAHO, a rencontré hier, au cours d'une réunion, les pharmaciens opérant dans la ville de Kigali.

Même si les pharmaciens n'ont pas répondu nombreux à l'invitation du préfet RENZAHO, les participants à la réunion ont convenu que la vente des médicaments dans les pharmacies de la ville devait répondre à l'horaire. Il s'agit de 10 heures du matin à 15 heures du soir. Les agents de sécurité devront être présents pour assurer la sécurité des vendeurs et des achéteurs.

Concernant la situation des denrées alimentaires dans la ville de Kigali, le Préfet RENZAHO a affiché un optimisme et a souligné que l'approvisionnement en vivres avait déjà commencé, (inaudible) les aliments de base étaient sur le marché, la pomme de terre réapparaissait dans certains quartiers de la capitale, comme il l'avait souligné.

Parlant de la guerre qui actuellement exsangue le Rwanda, le Préfet RENZAHO a invité la population à rester plus que vigilante pour démasquer et traquer l'enemi sous toutes ses formes. Il a loué la bravoure des FAR qui tiennent toujours l'ennemi en échec et a invité les habitants de la

ville qui ont fui leurs ménages à regagner leurs domiciles pour contribuer à l'effort de guerre en organisant des rondes de nuit et en érigeant des barrières dans leurs quartiers respectifs.

Orateur : Non identifié

(Inaudible)... Général Major HABYARIMANA est décédé suite à un accident d'avion, il y a deux semaines déjà, la population rwandaise est confrontée à des moments difficiles, et vous dans le parti MDR, comment pensez-vous que la population devrait se comporter dans des moments pareils ?

Orateur : Froduald KARAMIRA

Je ne dirais pas actuellement comment la population se comporte mais la façon dont elle se comporte est mon introduction. Elle se comporte bien. Elle s'est bien comportée dans ce sens que s'elle n'avait pas adopté ce comportement, les gens auraient été exterminés. Les gens auraient été exterminés parce que c'est la population qui a découvert ces listes, les listes des Inkotanyi se trouvant dans certains villages, dans certains secteurs, dans certaines cellules où chacun mentionnait son propre nom et mentionnait aussi le nom lui attribué par les Inkotanyi. On a vu ces gens-là, leurs listes ont été trouvées. Les photos de toutes les personnes qui sont allées à Mulindi ont été découvertes de sorte que tous ceux qui sont allés là, ceux qui sont allés pour les entraînements, ceux qui se cachaient parmi la population ont été tous découverts par cette même population. Tu comprends alors que la population a fait un grand travail d'aider les FAR, en découvrant ces gens qui n'étaient pas de profession militaire et qui se cachaient parmi la population. Donc, c'est la population qui les a découverts. Et des fois, on les trouvait cachés dans les plafonds, dans certaines familles, Ça c'est l'action de la population.

Orateur : journaliste non identifié

Et puis le comportement à adopter pour le moment ?

Orateur : Froduald KARAMIRA

Nous disons que les militants de notre parti doivent travailler dans le strict respect de tout celui qui est innocent. L'innocent ne doit pas mourir ou ne doit pas souffrir à cause de son ethnie ; ce serait une mauvaise chose.Celui qui n'est pas accusé d'une quelconque culpabilité ne doit pas perdre sa vie à cause de son origine ethnique. C'est ce que nous prêchons ; et en général, la population a respecté cette prescription. Dans certains cas, la population a dépassé les limites... euh...c'est ça. Les débordements, les surprises peuvent exister et c'est pour cette raison que nous demandons toutes les autorités et surtout le gouvernement de faire tout son possible pour soutenir la population, visiter la population dans des secteurs en lui inculquant un bon comportement qui l'aiderait à ne pas s'affronter. C'est ce que les partis, notre parti demande au gouvernement ; parce que ce travail revient aux autorités et non aux partis politiques. Et les partis seront l'oeil et l'oreil de la population. Nous dirons aux autorités comment les choses se passent ; ils nous dirons, à leur tour, ce qu'ils en pensent. C'est ainsi que les partis politiques devraient procéder.

Eh bien, pour le moment et en général, la population se comporte bien et doit se comporter bien mais elle a un grand souhait. Mais cette même population surtout la jeunesse, souhaiterait être regroupée et être entraînée militairement pendant au moins trois mois. Ils ne réclament pas nécessairement le salaire ou les fusils. Ils se rangeraient derrière les militaires et les aideraient à mettre fin à cette guerre.

Cent mille, voire même un million de personnes seraient disponibles. Sinon, il faut que le problème causé par cette guerre permenante prenne fin. Maintenant, il s'agit d'une guerre où la population assiste les militaires, elle ne concerne pas uniquement les militaires. Voilà le grand souhait de la population.

Une autre chose dont la population parle, elle loue la bravoure des FAR. Elle les félicite pour le comportement qu'ils ont adopté en découvrant ce plan et en agissant rapidement pour que notre ville ne soit pas prise par ceux qui s'y étaient infiltrés en collaboration avec la population. C'est donc le message que nous adressons aux FAR et leurs nouveaux chefs.

Orateur : Non identifié

(Inaudible)... Considérons la situation qui a prévalu à Kigali ce matin... malgré que les combats sont signalés ici et là dans le pays, la situation est plus préoccupante dans la capitale Kigali où les combats doivent cesser. La population vient de passer deux semaines dans cette ville dans des conditions intenables. La population ne peut pas s'approvisionner en vivres comme elle le souhaite car, peut être, elle n'a pas d'argent ; elle n'a pas non plus où achéter les médicaments. Qu'est-ce que votre parti, le MDR, dit de cette vie de la population de Kigali après deux semaines ?

Orateur : Froduald KARAMIRA

En fait, la vie de la population dans la ville de Kigali ... euh... et d'ailleurs nous pensons que parmi les raisons qui ont poussé les gens à fuir, il y a le problème de famine et celui de ne pas pouvoir faire des achats parce que la majorité de la population vit de l'argent qu'elle gagne quotidiennement. Ils vivent de l'argent qu'ils gagnent quotidiennement, or en ces temps de guerre ils ne peuvent pas obtenir cet argent ; c'est pour cela qu'ils doivent aller en ville, là où ils peuvent vivre. C'est compréhensible.

Et pour les autres qui avaient de l'argent dans des banques, ils n'ont pas eu le temps d'en retirer parce que les choses les ont surpris. Ces gens-là aussi ont eu un problème. Mais en général, nous pensons que ce qu'il faut faire serait d'abord rendre la route qui va de Nyabarongo à Ruhengeri praticable. Nous demandons aux militaires et à la population de permettre que ces routes soient praticables.

Deuxièmement, que la route de Bugesera soit aussi praticable et on est en train de travailler sur ça. Après, quand ces routes seront praticables, elles permettront de fournir des denrées alimentaires à cette partie de la ville où ces routes peuvent conduire.

Troisièmement, quand ces chemins seront devenus praticables et que cette région sera devenue fréquentable, la population retournera dans ses biens. Ainsi, elle aura la possibilité de faire des achats et les banques ouvriront les portes ; même les marchés seront ouverts. Brèf, la vie

recommencera mais cela dépendra du retour de la sécurité. C'est-à-dire donc que tu ne dois pas demander uniquement aux pharmacies d'ouvrir les portes alors qu'elles sont fréquentées par ceux qui ont de l'argent. Nous souhaitons que la vie dans la ville commence et ce sont les services de l'état qui doivent commencer à fonctionner car les voitures de l'Etat, les voitures des fonctionnaires de l'Etat ont été autorisées à circuler. Que les services de la préfecture de la Ville de Kigali démarrent et que ces mêmes services démarrent lentement là où c'est possible.

FIN DE LA FACE B